

FEDERATION FRANCAISE D'EQUITATION

REGLEMENT DISCIPLINAIRE GENERAL

Art 1 – Définition : Le présent règlement, établi conformément à l'article VIII des statuts de la fédération, remplace le règlement du 16 janvier 2003 relatif à l'exercice du pouvoir disciplinaire.

Le présent règlement ne s'applique pas à l'exercice du pouvoir disciplinaire en matière de lutte contre le dopage, qui fait l'objet d'un règlement particulier.

TITRE Ier

ORGANES ET PROCEDURES DISCIPLINAIRES

Section 1 : Dispositions communes à la commission juridique et disciplinaire de première instance et à la commission juridique et disciplinaire d'appel

Art 2 : Il est institué une commission juridique et disciplinaire de première instance et une commission juridique et disciplinaire d'appel investies du pouvoir disciplinaire à l'égard des associations affiliées à la fédération, des établissements agréés par elle et des membres licenciés de ces associations et établissements.

La commission juridique et disciplinaire de première instance est compétente pour apprécier, en première instance l'ensemble des infractions disciplinaires.

La commission juridique et disciplinaire d'appel est compétente, notamment, pour connaître, en appel, des recours formés à l'encontre des décisions prises par la commission de première instance susmentionnée.

Chacun de ces organes se compose de cinq membres au moins, dont un président, choisis en raison de leurs compétences d'ordre juridique et déontologique.

Tout organe disciplinaire est composé en majorité de membres n'appartenant pas aux instances dirigeantes. Le président de la fédération ne peut être membre d'aucun organe disciplinaire. Nul ne peut être membre de plus d'un de ces organes.

Les membres des organes disciplinaires ne peuvent être liés à la fédération par un lien contractuel autre que celui résultant éventuellement de leur adhésion.

La durée du mandat est fixée à quatre ans. Les membres des organes disciplinaires et leur président sont désignés par le président de la fédération française d'équitation.

En cas d'absence ou d'empêchement définitif du président de l'organe disciplinaire, la présidence de l'organe disciplinaire est assurée par le membre le plus âgé.

Lorsque l'empêchement définitif d'un membre est constaté, un nouveau membre est désigné dans les mêmes

conditions que son prédécesseur pour la durée du mandat restant à courir.

Art 3 : Les organes disciplinaires de première instance et d'appel se réunissent sur convocation de leur président ou de la personne qu'il mandate à cet effet. Chacun d'eux ne peut délibérer valablement que lorsque trois au moins de leurs membres sont présents.

Les fonctions de secrétaire de séance sont assurées par une personne désignée par l'organe disciplinaire sur proposition de son président et qui peut ne pas appartenir à cet organe.

Les décisions sont prises à la majorité. En cas de partage égal des voix, le président a voix prépondérante.

Art 4 : Les débats devant les organes disciplinaires sont publics. Toutefois, le président peut, d'office ou à la demande d'une des parties, interdire au public l'accès de la salle pendant tout ou partie de la séance dans l'intérêt de l'ordre public ou lorsque le respect de la vie privée le justifie.

Art 5 : Les membres des organes disciplinaires ne peuvent prendre part aux délibérations lorsqu'ils ont un intérêt direct ou indirect à l'affaire.

A l'occasion d'une même affaire, nul ne peut siéger dans la commission juridique et disciplinaire d'appel s'il a siégé dans la commission juridique et disciplinaire de première instance.

Art 6 : Les membres des organes disciplinaires et les secrétaires de séance sont astreints à une obligation de confidentialité pour les faits, actes et informations dont ils ont pu avoir connaissance en raison de leurs fonctions.

Toute infraction à cette disposition entraîne la cessation des fonctions du membre de l'organe disciplinaire ou du secrétaire de séance.

Section 2: Dispositions relatives à la commission juridique et disciplinaire de première instance

Art 7 : Les poursuites disciplinaires sont engagées par le président de la fédération française d'équitation.

Le président de la fédération désigne au sein de celle-ci ou de ses organes régionaux ou départementaux un ou des représentants chargés de l'instruction des affaires disciplinaires. Ces représentants sont choisis en raison de leurs compétences juridiques ou sportives. Ils peuvent être salariés de la fédération ou membres de l'une de ses instances. En revanche, ils ne peuvent appartenir à aucun organe disciplinaire de la fédération.

Les personnes désignées pour l'instruction ne peuvent avoir un intérêt direct ou indirect à l'affaire qu'elles instruisent. Elles sont astreintes à une obligation de confidentialité pour tous les faits, actes et informations dont elles ont pu avoir connaissance en raison de leurs fonctions. Toute infraction à cette disposition est sanctionnée par la suspension de l'exercice de ces fonctions prononcée par le président de la fédération. Elles reçoivent délégation du président de la fédération pour toutes les correspondances relatives à l'instruction des affaires.

Art 8 : Le représentant de la fédération chargé de l'instruction établit au vu des éléments du dossier, dans un délai de deux mois à compter de sa saisine, un rapport qu'il adresse à l'organe disciplinaire. Il n'a pas compétence pour clore de lui-même une affaire.

Art 9 : Le licencié poursuivi et, le cas échéant, les personnes investies de l'autorité parentale sont convoqués

par le représentant de la fédération chargé de l'instruction de l'affaire devant l'organe disciplinaire, par l'envoi d'un document énonçant les griefs retenus sous forme d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception, quinze jours au moins avant la date de la séance. Lorsque la procédure disciplinaire est engagée à l'encontre d'une personne morale, son représentant statutaire est convoqué dans les mêmes conditions.

L'intéressé ne peut être représenté que par un avocat. Il peut être assisté d'une ou plusieurs personnes de son choix. S'il ne parle pas ou ne comprend pas suffisamment la langue française, il peut se faire assister d'une personne capable de traduire les débats.

L'intéressé ou son défenseur peut consulter, avant la séance, le rapport et l'intégralité du dossier. Il peut demander que soient entendues les personnes de son choix, dont il communique le nom huit jours au moins avant la réunion de l'organe disciplinaire. Le président de ce dernier peut refuser les demandes d'audition qui paraissent abusives.

La convocation mentionnée au premier alinéa indique à l'intéressé ses droits tels qu'ils sont définis au présent article.

Le délai de quinze jours mentionné au premier alinéa peut être réduit à huit jours en cas d'urgence et à la demande du représentant de la fédération chargé de l'instruction. En ce cas, la faculté pour le licencié ou l'association de demander l'audition de personnes s'exerce sans condition de délai.

Le délai peut, à titre exceptionnel, être inférieur à huit jours, à la demande du licencié à l'encontre duquel est engagée la procédure disciplinaire dans le cas où il participe à des phases finales d'une compétition.

Art 10 : Dans le cas d'urgence prévu au dernier alinéa de l'article 9, et sauf cas de force majeure, le report de l'affaire ne peut être demandé.

Dans les autres cas, et sauf cas de force majeure, le report de l'affaire ne peut être demandé qu'une seule fois, quarante-huit heures au plus tard avant la date de la séance. La durée du report ne peut excéder vingt jours.

Art 11 : Lors de la séance, le représentant de la fédération chargé de l'instruction présente oralement son rapport.

Le président de l'organe disciplinaire peut faire entendre par celui-ci toute personne dont l'audition lui paraît utile. Si une telle audition est décidée, le président en informe l'intéressé avant la séance.

L'intéressé et, le cas échéant, ses défenseurs sont invités à prendre la parole en dernier.

Art 12 : L'organe disciplinaire délibère à huis clos, hors de la présence de l'intéressé, de ses défenseurs, des personnes entendues à l'audience et du représentant de la fédération chargé de l'instruction. Il statue par une décision motivée.

La décision est signée par le président et le secrétaire. Elle est aussitôt notifiée par lettre adressée dans les conditions définies au premier alinéa de l'article 9 et communiquée au président de la fédération.

La première présentation de la lettre recommandée fait courir le délai d'appel.

La notification mentionne les voies et délais d'appel.

Art 13 : La commission juridique et disciplinaire de première instance doit se prononcer dans un délai de trois

mois à compter de l'engagement des poursuites disciplinaires.

Lorsque la séance a été reportée en application de l'article 10, le délai mentionné à l'alinéa précédent est prolongé d'une durée égale à celle du report.

Faute d'avoir statué dans ces délais, la commission précitée est dessaisie et l'ensemble du dossier est transmis à la commission juridique et disciplinaire d'appel.

Section 3 : Dispositions relatives à la commission juridique et disciplinaire d'appel

Art 14 : La décision de la commission juridique et disciplinaire de première instance peut être frappée d'appel par l'intéressé ou par le président de la fédération française d'équitation dans un délai de dix jours. Ce délai est porté à quinze jours dans le cas où le domicile du licencié ou le siège de l'association est situé hors de la métropole.

L'appel doit être adressé, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, au président de la commission juridique et disciplinaire d'appel qui en tiendra aussitôt informées les parties.

La requête doit indiquer avec précision la date et les motifs de la décision contestée, ainsi que les griefs que formule contre elle le requérant. Elle doit être signée de celui-ci.

Lorsque l'appel n'émane pas de la personne poursuivie, celle-ci en est aussitôt informée par la commission juridique et disciplinaire d'appel qui indique le délai dans lequel elle peut produire ses observations.

L'exercice du droit d'appel ne peut être subordonné au versement d'une somme d'argent à la fédération ou limité par une décision d'un organe fédéral.

Sauf décision contraire de la commission juridique et disciplinaire de première instance dûment motivée, l'appel est suspensif.

Art 15 : La commission juridique et disciplinaire d'appel statue en dernier ressort.

Elle se prononce au vu du dossier de première instance et des productions d'appel, dans le respect du principe du contradictoire.

Le président désigne un rapporteur qui établit un rapport exposant les faits et rappelant les conditions du déroulement de la procédure. Ce rapport est présenté oralement en séance.

Les dispositions des articles 9 à 12 ci-dessus sont applicables devant l'organisme disciplinaire d'appel, à l'exception du troisième alinéa de l'article 12.

Art 16 : La commission juridique et disciplinaire d'appel doit se prononcer dans un délai de six mois à compter de l'engagement initial des poursuites. A défaut de décision dans ce délai, l'appelant peut saisir le Comité national olympique et sportif français par abréviation CNOSF, aux fins de la conciliation prévue au IV de l'article 19 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984.

Lorsque la commission juridique et disciplinaire d'appel n'a été saisie que par l'intéressé, la sanction prononcée

par la commission juridique et disciplinaire de première instance ne peut être aggravée.

Art 17 : La notification de la décision doit préciser les voies et délais de recours dont dispose l'intéressé.

La décision de la commission juridique et disciplinaire d'appel est publiée au bulletin de la fédération française d'équitation. La commission juridique et disciplinaire d'appel ne peut faire figurer dans la publication les mentions nominatives qui pourraient porter atteinte au respect de la vie privée ou du secret médical.

TITRE II

SANCTIONS DISCIPLINAIRES

Art 18 : Les sanctions applicables sont:

1 - Des pénalités sportives telles que.

- a) Le déclassement,
- b) La rétrogradation dans un classement,
- c) élimination d'une épreuve ou d'un concours,

2 - Des sanctions disciplinaires choisies parmi les mesures ci-après:

- a) L'avertissement,
- b) Le blâme,
- c) La suspension de compétition ou d'exercice de fonctions,
- d) Des pénalités pécuniaires; lorsque cette pénalité est infligée à un licencié, elle ne peut excéder le montant des amendes prévues pour les contraventions de police ;
- e) Le retrait provisoire de la licence;
- f) La radiation;

3 - L'inéligibilité pour une durée déterminée aux instances dirigeantes, notamment en cas de manquement grave aux règles techniques du jeu ou d'infraction à l'esprit sportif.

En cas de première sanction, la suspension de compétition peut être remplacée, avec l'accord de l'intéressé et, le cas échéant, celui de son représentant légal, ou complétée par l'accomplissement pendant une durée limitée d'activités d'intérêt général au bénéfice de la fédération ou d'une association sportive.

Art 19 : L'organe disciplinaire fixe la date d'entrée en vigueur des sanctions et ses modalités d'exécution.

Art 20 : Les sanctions prévues à l'article 18, autres que l'avertissement, le blâme et la radiation, peuvent, lorsqu'elles sont prononcées à titre de première sanction, être assorties en tout ou partie d'un sursis. La sanction assortie d'un sursis est réputée non avenue si, dans un délai de trois ans après son prononcé, l'intéressé n'a fait l'objet d'aucune nouvelle sanction mentionnée à l'article 18. Toute nouvelle sanction pendant ce délai emporte révocation du sursis.